

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2291

[2009/202766]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'octroi du budget d'assistance personnelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 2, 6, 14, 15 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 avril 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 29 janvier 2009;

Considérant l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 27 janvier 2009;

Vu l'avis 46.396/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le membre du Gouvernement qui a la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions;

2<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3<sup>o</sup> bureau régional : un bureau régional créé en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

4<sup>o</sup> personne handicapée : la personne telle que définie par le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

5<sup>o</sup> bénéficiaire : personne handicapée à laquelle l'Agence octroie un budget d'assistance personnelle;

6<sup>o</sup> assistant personnel : prestataire qui réalise les prestations d'assistance personnelle;

7<sup>o</sup> prestation d'assistance personnelle : prestation telle que définie à l'article 5;

8<sup>o</sup> projet d'intervention personnalisé : le projet tel que défini à l'article 20, alinéa 5 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

9<sup>o</sup> la coordination d'un budget d'assistance personnelle : consiste notamment en l'évaluation avec le bénéficiaire de ses besoins en prestations d'assistance personnelle, la participation à l'élaboration du plan de service, la planification et la coordination des services et prestations d'assistance personnelle, la médiation entre l'Agence, les assistants personnels, leurs employeurs et le bénéficiaire ou ses représentants légaux, le suivi de l'exécution du projet d'intervention personnalisé et la formulation de propositions d'adaptation du projet d'intervention personnalisé;

10<sup>o</sup> RMMM : revenu minimum mensuel moyen garanti fixé, pour les travailleurs âgés de 21 ans ou plus, par l'article 3 de la convention collective de travail n<sup>o</sup> 43 conclue au sein du Conseil national du travail le 2 mai 1988.

**Art. 3.** L'assistance personnelle vise à compenser les incapacités du bénéficiaire dues à ses déficiences en lui fournissant l'aide et l'assistance demandée, sous forme de financement des prestations réalisées par un ou des assistants personnels, en vue de se maintenir dans son milieu de vie ordinaire, d'organiser sa vie quotidienne et de faciliter son intégration familiale, sociale ou professionnelle.

**Art. 4.** Le budget d'assistance personnelle consiste en un droit de tirage calculé sur base annuelle attribué à une personne handicapée qui est destiné à couvrir la prise en charge financière de tout ou partie de ses frais d'assistance personnelle et la coordination de celle-ci.

La fraction du droit de tirage annuel qui n'est pas utilisée ne peut être reportée l'année suivante.

**Art. 5.** Pour autant qu'elles ne fassent pas partie des interventions pouvant être accordées par l'Agence en vertu d'une autre réglementation, les prestations d'assistance personnelle peuvent être les suivantes :

1<sup>o</sup> aide aux activités de la vie journalière;

2<sup>o</sup> aide aux activités de la vie domestique;

3<sup>o</sup> aide aux activités sociales et de loisirs;

4<sup>o</sup> aide aux activités professionnelles hors activités de production;

5<sup>o</sup> aide aux déplacements liés aux activités de la vie quotidienne;

6<sup>o</sup> la coordination du projet d'intervention personnalisé.

Les prestations suivantes ne sont pas couvertes par le budget d'assistance personnelle ainsi que l'éventuelle participation financière afférente à ces prestations laissée à charge du bénéficiaire :

1<sup>o</sup> l'aide individuelle à l'intégration telle que prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 fixant les conditions et les modalités d'intervention d'aide individuelle à l'intégration des personnes handicapées;

2<sup>o</sup> les traitements, examens ou thérapies médicaux et paramédicaux remboursés ou non, nomenclaturés ou non par l'INAMI, ou non reconnus;

3<sup>o</sup> l'assistance pédagogique et didactique lors des études;

4<sup>o</sup> les prestations d'assistance personnelle pour mineurs qui ne sont pas liées aux déficiences mais à l'âge.

**Art. 6.** Les prestations d'assistance personnelle prises en compte par le budget d'assistance personnelle sont effectuées par les prestataires suivants :

- 1° par des services agréés par un pouvoir public;
- 2° par des agences locales pour l'emploi tels que visées par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
- 3° par des entreprises spécifiquement agréées dans le cadre des titres services en vertu de loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité;
- 4° par un service de travail intérimaire agréé en vertu du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;
- 5° par un travailleur indépendant dont l'activité principale consiste à dispenser des prestations telles que définies à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 6° exceptionnellement par un volontaire, conformément à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

#### CHAPITRE II. — *Des conditions d'intervention*

**Art. 7.** Pour bénéficier du budget d'assistance personnelle, les personnes handicapées doivent présenter une limitation importante de leur autonomie.

La mesure de l'autonomie est réalisée en évaluant les limitations des personnes dans les activités suivantes :

1° activités de la vie journalière :

- a) se nourrir;
- b) se laver;
- c) s'habiller;
- d) entretenir sa personne;
- e) la fonction vésicale;
- f) la fonction intestinale;
- g) utilisation des toilettes;

2° mobilité :

- a) transfert;
- b) marcher à l'intérieur;
- c) installer prothèse ou orthèse;
- d) se déplacer en fauteuil roulant à l'intérieur;
- e) utiliser les escaliers;
- f) circuler à l'extérieur;

3° comportements problématiques :

- a) comportements stéréotypés;
- b) comportements sexuels aberrants;
- c) comportements sociaux perturbateurs;
- d) comportements agressifs d'ordre physique envers autrui;
- e) comportements sociaux offensants;
- f) comportements de retrait;
- g) comportements destructeurs envers les objets;
- h) comportements d'automutilation;
- i) comportement de non-coopération et de provocation;

4° communiquer :

- a) voir;
- b) entendre;
- c) parler;

5° fonctions mentales :

- a) mémoire;
- b) orientation;
- c) compréhension;
- d) jugement;

6° activités de la vie domestique :

- a) entretenir la maison;
- b) préparer les repas;
- c) faire les courses;
- d) faire la lessive;
- e) utiliser le téléphone;
- f) utiliser les moyens de transports;
- g) prendre ses médicaments;
- h) gérer son budget;

7° activités de la vie sociale et de loisirs :

- a) exercer son rôle et sa responsabilité de parent;
- b) occuper ses temps libres;
- c) se rendre à des activités sociales ou de loisirs;
- d) participer à des activités sociales ou de loisirs.

L'Agence fixe les modalités et échelles de l'évaluation de ces limitations.

**Art. 8.** La condition de limitation de l'autonomie et de handicap telle que visée à l'article 2 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées est présumée rencontrée si la personne fournit un document attestant qu'elle bénéficie :

1° soit, en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, d'une allocation d'intégration de catégorie 4 (15 ou 16 points) ou 5 (17 ou 18 points) ou qu'elle répond aux critères médicaux pour bénéficier de l'allocation d'une telle catégorie;

2° soit, en vertu des articles 47 et 56 septies des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, d'allocations majorées en raison d'un handicap ou qu'elle bénéficie d'un supplément pour les enfants atteints d'une affection dont la gravité est au moins équivalente à :

- a) au moins quatre points dans le premier pilier et 6 points dans les autres piliers;
- b) moins de quatre points dans le premier pilier et 9 points dans les autres piliers;
- c) plus de 11 points dans les trois piliers.

#### CHAPITRE III. — *Des priorités*

**Art. 9.** Dans les limites des crédits disponibles, le Ministre détermine annuellement les priorités d'octroi d'un budget d'assistance personnelle sur proposition de l'Agence.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 9, pour l'octroi d'un budget d'assistance personnelle en 2009, l'ordre de priorité est le suivant :

1° les personnes bénéficiant, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un budget d'assistance personnelle accordé par l'Agence dans le cadre des initiatives spécifiques telles que visées aux articles 45 et 46 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées. Le montant de leur budget d'assistance personnelle est calculé selon les dispositions de l'article 12;

2° les personnes présentant une maladie évolutive figurant dans la liste ci-dessous :

- a) sclérose latérale amyotrophique (SLA);
- b) sclérose latérale primitive (SLP);
- c) atrophie spino musculaire progressive;
- d) dégénérescence cortico-basale;
- e) atrophie multisystème (MSA);
- f) paralysie supranucléaire progressive (PSP);

3° les personnes comptabilisant le plus de points aux échelles de mesure de l'autonomie tel que visée à l'article 7 dont le support familial ou l'entourage n'est pas ou plus en mesure d'assurer la prise en charge de manière durable.

Pour l'octroi d'un budget d'assistance personnelle, entre les différentes personnes au sein d'une même catégorie de priorité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, la date de l'introduction de la demande sera utilisée comme critère d'arbitrage, en fonction des crédits disponibles.

#### CHAPITRE IV. — *De l'introduction de la demande*

**Art. 11.** Le candidat bénéficiaire, ou ses représentants légaux, introduit par lettre recommandée une demande motivée d'attribution du budget d'assistance personnelle auprès d'un bureau régional. La demande motivée doit démontrer que la personne peut se maintenir dans son milieu de vie ordinaire moyennant l'octroi d'une assistance personnelle. La personne fournit également une estimation du nombre d'heures nécessaires pour chaque prestation d'assistance personnelle ainsi que le mode d'organisation envisagé pour la coordination.

L'Agence fixe le modèle de demande d'intervention.

#### CHAPITRE V. — *De la décision*

**Art. 12.** La décision de l'Agence précise la durée de l'intervention et le montant annuel maximum du budget d'assistance personnelle.

Les montants maxima annuels non cumulables sont les suivants :

- 1° pour une aide de jour et de nuit 35.000 euros;
- 2° pour une aide de jour et les week-ends 20.000 euros;
- 3° pour une aide de jour 15.000 euros;
- 4° pour une aide aux déplacements 5.000 euros.

Ces montants sont adaptés annuellement, chaque 1<sup>er</sup> janvier (année), compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant en vigueur au 31 décembre de l'année } n - 1 \times \text{indice-santé du mois de décembre de l'année } n - 1}{\text{indice santé du mois de décembre de l'année } n - 2}$$

**Art. 13.** Pour chaque bénéficiaire du budget d'assistance personnelle, un projet d'interventions personnalisées est établi par l'Agence en concertation avec le bénéficiaire, ou ses représentants légaux, ainsi que, le cas échéant, avec un coordinateur du projet.

**Art. 14.** Le projet d'intervention personnalisé du budget d'assistance personnelle contient :

- 1° le nombre d'heures nécessaires pour chaque prestation d'assistance personnelle;
- 2° les lieux des prestations;
- 3° leur fréquence;
- 4° l'identification exacte de chaque prestataire;
- 5° le coût de chacune des prestations.

Le projet d'intervention personnalisé est actualisé à la demande du bénéficiaire ou de ses représentants légaux en concertation avec l'Agence et le cas échéant le coordinateur du projet.

**Art. 15.** Le bénéficiaire, ou ses représentants légaux, assure lui-même la coordination de son projet d'intervention ou fait appel à un coordinateur du projet d'interventions qu'il choisit parmi les services agréés par l'Agence, ainsi que les centres de service social des mutualités, les C.P.A.S., les centrales de coordination de soins à domicile, les associations ayant une expertise en matière de coordination de l'assistance personnelle ou de soins et d'aide à domicile et les associations représentatives des personnes handicapées reconnues par le Ministre.

Le coordinateur propose, si nécessaire, des adaptations du projet d'intervention personnalisé et suit son exécution.

Le coordinateur joue également le rôle de médiateur entre l'Agence, les assistants personnels, leurs employeurs, et le bénéficiaire ou ses représentants légaux.

Il ne peut être employé par un employeur fournissant un assistant personnel.

#### CHAPITRE VI. — *Des modalités financières*

**Art. 16.** L'Agence assure le paiement des prestations aux prestataires, sur base des pièces justificatives de l'exécution des prestations ou des paiements, fournies mensuellement ou trimestriellement par le ou les prestataires ou les bénéficiaires eux-mêmes.

**Art. 17.** Pour les prestations fournies en faisant appel aux titres-services, chèques ALE, aides familiales, l'Agence peut octroyer à la demande des bénéficiaires une avance. Celle-ci correspond à 75 % du montant annuel prévu dans le projet d'interventions personnalisé pour ces prestations.

Cette avance peut également être octroyée aux bénéficiaires auxquels l'Agence aura accordé, après analyse de leurs capacités à gérer personnellement leur budget, le droit d'engager directement leurs assistants personnels sans l'intermédiaire de l'Agence.

Au terme d'une année, l'Agence paie le solde encore dû ou procède à la régularisation de l'avance non dépensée.

Les activités du volontaire visées à l'article 6, 6<sup>o</sup>, ne sont pas rémunérées, seuls ses frais réellement exposés sont remboursés.

**Art. 18.** Lorsque le bénéficiaire fait appel à un coordinateur du projet d'intervention, le coût de la coordination, limité à 5 % du montant annuel maximum du budget d'assistance personnelle déterminé par l'Agence, s'ajoute à ce montant annuel maximum.

**Art. 19.** Dans le cadre du budget d'assistance personnelle, un maximum de 5 % de frais indirects peuvent être pris en considération. Ces coûts sont inclus dans le montant annuel maximum.

Par frais indirects, on entend les frais occasionnés par le prestataire pour ses activités extérieures. L'Agence détermine la liste des frais indirects admissibles. Les dépenses personnelles de la personne handicapée ne peuvent être incluses dans le budget d'assistance personnelle.

#### CHAPITRE VII. — *De la participation financière du bénéficiaire*

**Art. 20.** Le bénéficiaire participe financièrement, en fonction de ses revenus, dans le coût des prestations d'assistance personnelle telles que visées à l'article 5.

**Art. 21.** Par revenus, on entend l'ensemble des revenus imposables du bénéficiaire et de ses représentants légaux pris en considération en matière d'impôt des personnes physiques et tels qu'ils figurent dans l'avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques relatif au dernier exercice d'imposition précédent l'année de la demande d'octroi d'un budget d'assistance personnelle.

**Art. 22.** La participation financière du bénéficiaire est calculée au prorata de la fraction du droit de tirage annuel qu'il utilise.

Les frais de coordination visés à l'article 18 et les frais indirects visés à l'article 19 ne sont pas pris en compte pour le calcul de la participation financière du bénéficiaire.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul de sa participation financière, le bénéficiaire accompagne sa demande d'une copie du dernier avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques et à défaut d'avertissement extrait de rôle reçu, une attestation établissant l'absence d'avertissement.

Le bénéficiaire transmet annuellement à l'Agence une copie du dernier avertissement extrait de rôle de l'impôt des personnes physiques et à défaut d'avertissement extrait de rôle reçu, une attestation établissant l'absence d'avertissement. Le montant de la participation financière du bénéficiaire est ajusté lors de la date annuelle anniversaire d'octroi du budget d'assistance personnelle.

§ 2. Si le bénéficiaire est majeur, les revenus de son conjoint éventuel domicilié à l'adresse du bénéficiaire sont pris en considération.

§ 3. Si le bénéficiaire est mineur ou placé sous statut de minorité prolongée, il s'agit de ses revenus propres ainsi que des revenus de ses représentants légaux s'ils sont domiciliés à la même adresse que le bénéficiaire.

§ 4. Par dérogation à l'article 20, le bénéficiaire dont les revenus mensuels sont inférieurs au RMMMGM est exonéré de participation financière.

**Art. 24.** Le montant de la participation du bénéficiaire s'élève à :

1<sup>o</sup> 1 % du budget d'assistance personnelle si les revenus mensuels sont compris entre 1 et 1,33 fois le RMMMGM;

2<sup>o</sup> 2 % du budget d'assistance personnelle si les revenus mensuels sont compris entre 1,33 et 1,66 fois le RMMMGM;

3<sup>o</sup> 3 % du budget d'assistance personnelle si les revenus mensuels sont compris entre 1,66 et 2 fois le RMMMGM;

4<sup>o</sup> 4 % du budget d'assistance personnelle si les revenus mensuels sont compris entre 2 et 2,5 fois le RMMMGM;

5<sup>o</sup> 5 % du budget d'assistance personnelle si les revenus mensuels sont supérieurs à 2,5 fois le RMMMGM.

#### CHAPITRE VIII. — *De l'interruption du budget d'assistance personnelle*

**Art 25.** L'octroi du budget d'assistance personnelle est suspendu à dater du premier jour du mois qui suit l'entrée à temps plein dans un hôpital, une maison de repos ou une maison de repos et de soins, un centre de réadaptation fonctionnelle, un service résidentiel agréé par l'Agence, un service autorisé à fonctionner par l'Agence. Il en va de même lorsqu'il s'agit de services équivalents situés sur le territoire d'une autre Communauté ou Région ou à l'étranger.

Le bénéficiaire du budget d'assistance personnelle doit communiquer à l'Agence, un document attestant de la date de son admission dans un hôpital, une maison de repos ou une maison de repos et de soins, un centre de réadaptation fonctionnelle, un service résidentiel agréé par l'Agence, un service autorisé à fonctionner par l'Agence, avant la fin du premier mois du séjour dans un de ces services. Le non-respect de cette disposition entraînera la cessation du budget d'assistance personnelle.

La fréquentation ininterrompue d'une institution ou service tels que définies au paragraphe précédent par un bénéficiaire pour une durée excédant six mois entraînera la cessation du budget d'assistance personnelle sauf à fournir, dans le mois, une attestation de sortie.

CHAPITRE IX. — *De la cessation du budget d'assistance personnelle*

**Art. 26.** Le bénéficiaire peut, par courrier, renoncer au budget d'assistance personnelle moyennant un préavis de trois mois. Moyennant le même délai, l'Agence peut également mettre fin au budget d'assistance personnelle si les conditions générales d'intervention telles que précisées à l'article 16, § 1<sup>er</sup> du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées ou spécifiques d'intervention telles que visées au chapitre II et III ne sont plus respectées.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 27.** Pour l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté les demandes de budget d'assistance personnelle seront transmises aux bureaux régionaux de l'Agence pour le dernier jour du troisième mois suivant la publication du présent arrêté, au moyen du formulaire prévu.

L'ensemble des demandes seront examinées par l'Agence et les budgets d'assistance personnelle seront accordés sur base des priorités prévues par l'Agence en exécution de l'article 9 et dans les limites des crédits disponibles.

Pour autant que les crédits disponibles le permettent, les demandes introduites après le délai imparti et avant la fin de l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté seront prises en considération et examinées.

**Art. 28.** L'article 5, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées est complété comme suit : "f) à un budget d'assistance personnelle".

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa parution au *Moniteur belge*.

**Art. 30.** Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 mai 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2291

[2009/202766]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 2, 6, 14, 15 en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 maart 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 april 2009;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 29 januari 2009;

Gelet op het advies van het "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen), gegeven op 27 januari 2009;

Gelet op het advies 46.396/4 van de Raad van State, gegeven 4 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de Minister : het lid van de Regering dat voor het Gehandicaptenbeleid bevoegd is;

2<sup>o</sup> het Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

3<sup>o</sup> gewestelijk bureau : gewestelijk bureau opgericht krachtens artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

4<sup>o</sup> gehandicapte persoon : de persoon zoals bedoeld in het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

5<sup>o</sup> rechthebbende : gehandicapte persoon aan wie het agentschap een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening toekent;

6<sup>o</sup> persoonlijke assistent : dienstverstrekker die de prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening verricht;

7<sup>o</sup> prestatie inzake persoonlijke bijstandsverlening : prestatie zoals bedoeld in artikel 5;

8<sup>o</sup> geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming : het ontwerp zoals bedoeld in artikel 20, vijfde lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

9<sup>o</sup> de coördinatie van een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening : betreft o.a. de evaluatie met de rechthebbende van zijn behoeften aan persoonlijke bijstandsverlening, de opmaking van het dienstplan, de planning en de coördinatie van de diensten en prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening, de bemiddeling tussen het Agentschap, de persoonlijke assistenten, hun werkgevers en de rechthebbende of diens wettelijke vertegenwoordigers, de opvolging van het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming en de formulering van voorstellen tot aanpassing van het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming;

10° GGMMI : gemiddeld gewaarborgd minimum maandinkomen vastgelegd voor werknemers die minstens 21 jaar oud zijn, overeenkomstig artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43, gesloten op 2 mei 1988 binnen de Nationale Arbeidsraad.

**Art. 3.** De persoonlijke bijstandsverlening dient om de onbekwaamheden van de rechthebbende die aan zijn deficiënties te wijten zijn te compenseren door hem de gevraagde hulp en bijstand te verlenen in de vorm van financiering van de diensten verstrekt door één of meer persoonlijke assistenten, met het oog op zijn handhaving in zijn gebruikelijk levensmilieu, de organisatie van zijn dagelijks leven en het vergemakkelijken van zijn familiale, sociale of beroepsintegratie.

**Art. 4.** Het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening bestaat in een trekkingsrecht dat op jaarlijkse basis berekend wordt en aan een gehandicapte persoon toegekend wordt ter dekking van de financiële tenlasteneming van het geheel of van een gedeelte van zijn kosten inzake persoonlijke bijstandsverlening en de coördinatie hiervan.

Het gedeelte van het jaarlijkse trekkingsrecht dat niet gebruikt wordt, mag niet naar het volgende jaar overgedragen worden.

**Art. 5.** Voor zover ze niet deel uitmaken van de tegemoetkomingen die het Agentschap krachtens een andere regelgeving kan verlenen, kunnen de prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening de volgende zijn :

- 1° hulpverlening i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven;
- 2° hulpverlening i.v.m. de activiteiten van het huishoudelijk leven;
- 3° hulpverlening i.v.m. de sociale en vrijetijdsactiviteiten;
- 4° hulpverlening i.v.m. de beroepsactiviteiten, behalve productieactiviteiten;
- 5° hulpverlening i.v.m. de verplaatsingen in het raam van de activiteiten van het dagelijks leven;
- 6° de coördinatie van het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming.

De volgende prestaties worden niet gedekt door het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening, alsook de eventuele financiële tegemoetkoming betreffende die prestaties die voor rekening van de rechthebbende gelaten wordt :

- 1° de individuele integratiehulp zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 tot bepaling van de tegemoetkomingsmodaliteiten en -voorwaarden inzake de individuele hulp verleend voor de integratie van gehandicapte personen;
- 2° de behandelingen, medische of paramedische examens of therapieën, al dan niet terugbetaald, al dan niet genomenclatureerd door het RIZIV, of niet erkend;
- 3° de pedagogische en didactische bijstand tijdens de studies;
- 4° de prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening aan minderjarigen, niet in verband met deficiënties maar met leeftijd.

**Art. 6.** De prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening die aanmerking komen voor het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening worden verricht door :

- 1° diensten erkend door een overheid;
- 2° plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen zoals bedoeld in de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- 3° ondernemingen die specifiek erkend zijn in het kader van de dienstencheques krachtens de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;
- 4° een interimdienst erkend krachtens het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;
- 5° een zelfstandige werknemer wiens hoofdactiviteit bestaat in het verstrekken van de prestaties bedoeld in artikel 5, eerste lid;
- 6° bij wijze van uitzondering door een vrijwilliger, overeenkomstig de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

#### HOOFDSTUK II. — *Tegemoetkomingsvoorwaarden*

**Art. 7.** Het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening is bestemd voor gehandicapte personen met een aanzienlijk beperkte autonomie.

De autonomie wordt bepaald na evaluatie van de beperkingen van de personen in de volgende activiteiten :

- 1° activiteiten van het dagelijks leven :
  - a) zich voeden;
  - b) zich wassen;
  - c) zich kleden;
  - d) zijn persoon onderhouden;
  - e) de blaasfunctie;
  - f) de darmfunctie;
  - g) wc-gebruik;
- 2° mobiliteit :
  - a) overplaatsing;
  - b) binnenshuis lopen;
  - c) het plaatsen van een prothese of orthese;
  - d) zich binnenshuis in een rolstoel verplaatsen;
  - e) de trappen gebruiken;
  - f) buiten rondlopen;
- 3° problematische gedragen :
  - a) gestereotypeerd gedrag;
  - b) afwijkend sexueel gedrag;
  - c) storend sociaal gedrag;
  - d) agressief gedrag van fysieke aard jegens anderen;
  - e) beledigend sociaal gedrag;

- f) terugtrekkingsgedrag;
- g) vernielingsgedrag t.o.v. voorwerpen;
- h) zelfverminkingsgedrag;
- i) niet-samenwerkings- en provocatiegedrag;
- 4° communiceren :
  - a) zien;
  - b) horen;
  - c) spreken;
- 5° mentale functies :
  - a) geheugen;
  - b) oriëntatie;
  - c) begripsvermogen;
  - d) verstand;
- 6° activiteiten van het huishoudelijk leven :
  - a) het huis onderhouden;
  - b) de maaltijden bereiden;
  - c) de boodschappen doen;
  - d) de was doen;
  - e) de telefoon gebruiken;
  - f) de vervoermiddelen gebruiken;
  - g) zijn medicijnen nemen;
  - h) zijn budget beheren;
- 7° sociale en vrijetijdsactiviteiten;
  - a) zijn rol en verantwoordelijkheid van ouder uitoefenen;
  - b) zijn vrije tijd benutten;
  - c) zich naar sociale of vrijetijdsactiviteiten begeven;
  - d) deelnemen aan sociale of vrijetijdsactiviteiten.

Het Agentschap bepaalt de modaliteiten en schalen voor de evaluatie van die beperkingen.

**Art. 8.** De voorwaarde inzake de autonomie- en handicapbeperking zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen wordt verondersteld vervuld te zijn indien de persoon een document overlegt waaruit blijkt dat hij in aanmerking komt voor :

1° hetzij, krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan de gehandicapten, een integratietegemoetkoming van categorie 4 (15 of 16 punten) of 5 (17 of 18 punten) of dat hij aan de medische criteria voldoet om in aanmerking te komen voor de tegemoetkoming van die categorieën;

2° hetzij, krachtens de artikelen 47 en 56septies van de gecoördineerde wetten betreffende de gezinsuitkeringen voor loonarbeiders, van uitkeringen verhoogd wegens een handicap of dat hij in aanmerking komt voor een toeslag voor kinderen met een aandoening waarvan de ernstgraad gelijk is aan :

- a) minstens vier punten in de eerste kolom en 6 punten in de overige kolommen;
- a) minstens vier punten in de eerste kolom en 9 punten in de overige kolommen;
- c) meer dan 11 punten in de drie kolommen.

### HOOFDSTUK III. — *Prioriteiten*

**Art. 9.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten bepaalt de Minister jaarlijks, op voorstel van het Agentschap, de prioriteiten voor de toekenning van een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 9 wordt een een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening in 2009 in onderstaande voorrangorde toegekend :

1° aan de personen aan wie het Agentschap bij de inwerkingtreding van dit decreet een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening toekent in het raam van de specifieke initiatieven zoals bedoeld in de artikelen 45 en 46 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1996 betreffende de integratie van gehandicapte personen. Het bedrag van hun budget inzake persoonlijke bijstandsverlening wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 berekend;

2° aan de personen met een evolutieve ziekte opgenomen op onderstaande lijst :

- a) amyotrofe lateraalsclerose (ALS);
- b) primaire lateraalsclerose (PLS);
- c) progressieve spino musculaire atrofie;
- d) corticobasale degeneratie;
- e) multisysteematrofie (MSA);
- f) progressieve supranucleaire verlamming (PSP);

3° aan de personen met het hoogste aantal punten op de schalen voor de bepaling van de autonomie zoals bedoeld in artikel 7 en wier gezin of entourage niet meer in staat is om de tenlasteneming op duurzame wijze waar te nemen.

Indien binnen dezelfde prioriteitencategorie bedoeld in hetzelfde lid van dit artikel verschillende personen in aanmerking komen voor de toekenning van een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening, geldt, al naar gelang van de beschikbare kredieten, de datum van indiening van de aanvraag als arbitragecriterium.

### HOOFDSTUK IV. — *Indiening van de aanvraag*

**Art. 11.** De kandidaat-rechthebbende, of diens wettelijke vertegenwoordigers, richt bij aangetekend schrijven een gemotiveerde aanvraag tot toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening aan een gewestelijk bureau. De persoon verstrekt ook een raming van het aantal uren dat nodig is voor elke prestatie inzake persoonlijke bijstandsverlening, alsook de organisatiewijze die voor de coördinatie overwogen wordt.

Het Agentschap bepaalt het model van de tussenkomst aanvraag.

HOOFDSTUK V. — *Beslissing*

**Art. 12.** De beslissing van het Agentschap vermeldt de duur van de tussenkomst en het jaarlijkse maximumbedrag van het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening.

De niet cumuleerbare jaarlijkse maximumbedragen zijn de volgende :

1° voor dag- en nachthulp : 35.000 euro;

2° voor dag- en weekendhulp : 20.000 euro;

3° voor daghulp : 15.000 euro;

4° voor een hulpverlening bij verplaatsingen : 5.000 euro.

Die bedragen worden jaarlijks op 1 januari (jaar *n*) d.m.v. van onderstaande formule aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van de concurrentie van het land, hierna gezondheidsindex genoemd :

Bedrag van kracht op 31 december van het jaar *n* - 1 × gezondheidsindex van de maand december van het jaar *n* - 1  
gezondheidsindex van de maand december van het jaar *n* - 2.

**Art. 13.** Voor elke rechthebbende op het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening wordt een geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming door het Agentschap opgemaakt in overleg met de rechthebbende, of met diens wettelijke vertegenwoordigers, alsook, desgevallend, met een coördinator van het ontwerp.

**Art. 14.** Het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming betreffende het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening bevat :

1° het aantal uren dat nodig is voor elke prestatie inzake persoonlijke bijstandsverlening;

2° de plaats van de prestaties;

3° de frequentie ervan;

4° de nauwkeurige identificatie van elke dienstverstrekker;

5° de kost van elke prestatie.

Het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming wordt op verzoek van de rechthebbende of van diens wettelijke vertegenwoordigers geactualiseerd in overleg met het Agentschap en, desgevallend, met de coördinator van het ontwerp.

**Art. 15.** De rechthebbende, of diens wettelijke vertegenwoordigers, staat zelf in voor de coördinatie van zijn geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming of doet een beroep op een coördinator van het ontwerp van tegemoetkomingen die hij kiest onder de door het Agentschap erkende diensten, alsook de sociale dienstcentra van de ziekenfondsen, de O.C.M.W.'s, de centrales voor de coördinatie van thuisverzorging, de verenigingen met een expertise inzake de coördinatie van persoonlijke bijstandsverlening of van thuiszorg- en -hulpverlening en de representatieve verenigingen van de gehandicapte personen die door de Minister erkend zijn.

De coördinator stelt desnoods aanpassingen van het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming voor en ziet toe op de uitvoering ervan.

De coördinator treedt ook als bemiddelaar op tussen het Agentschap, de persoonlijke assistenten, hun werkgevers en de rechthebbende of diens wettelijke vertegenwoordigers.

Hij mag niet in dienst zijn van een werkgever die een persoonlijke assistent verschaft.

HOOFDSTUK VI. — *Financiële modaliteiten*

**Art. 16.** Het Agentschap zorgt voor de betaling van de prestaties van de dienstverstrekkers op basis van de bewijsstukken van de uitvoering van de prestaties of van de betalingen, die maandelijks of om de drie maanden overgelegd worden door de dienstverstrekker(s) of de rechthebbenden zelf.

**Art. 17.** Voor de prestaties verstrekt d.m.v. dienstencheques, ALE-cheques, gezinshelpsters, kan het Agentschap op verzoek van de rechthebbenden een voorschot toekennen. Dat voorschot is gelijk aan 75 % van het jaarbedrag waarin het geïndividualiseerd ontwerp van tegemoetkoming voor die prestaties voorziet.

Dat voorschot kan ook toegekend worden aan de rechthebbenden aan wie het Agentschap het recht heeft verleend om hun persoonlijke assistenten rechtstreeks zonder bemiddeling van het Agentschap in dienst te nemen, na te zijn nagegaan of ze in staat zijn hun budget zelf te beheren.

Na afloop van een jaar betaalt het Agentschap het verschuldigde saldo of gaat het over tot de regularisatie van het niet uitgegeven voorschot.

De in artikel 6, 6°, bedoelde activiteiten van de vrijwilliger worden niet bezoldigd; alleen zijn reële kosten worden terugbetaald.

**Art. 18.** Wanneer de rechthebbende een beroep doet op een coördinator van het ontwerp van tegemoetkoming, wordt de kost van de coördinatie, beperkt tot 5 % van het door het Agentschap bepaalde maximumjaarbedrag van het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening, aan dat maximumjaarbedrag toegevoegd.

**Art. 19.** In het kader van het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening kan maximum 5 % onrechtstreekse kosten in aanmerking genomen worden. Die kosten worden in het maximumjaarbedrag meegerekend.

Onder onrechtstreekse kosten wordt verstaan de kosten die de dienstverstrekker voor zijn externe activiteiten maakt. Het Agentschap bepaalt de lijst van de toelaatbare onrechtstreekse kosten. De persoonlijke uitgaven van de gehandicapte persoon mogen niet meegerekend worden in het budget inzake persoonlijke bijstandsverlening.

HOOFDSTUK VII. — *Financiële bijdrage van de rechthebbende*

**Art. 20.** De rechthebbende draagt naar gelang van zijn inkomens financieel bij in de kost van de prestaties inzake persoonlijke bijstandsverlening zoals bedoeld in artikel 5.

**Art. 21.** Onder inkomens wordt verstaan het geheel van de belastbare inkomens van de rechthebbende en van diens wettelijke vertegenwoordigers die in aanmerking genomen worden inzake de personenbelasting en zoals ze voorkomen op het aanslagbiljet van de natuurlijke personen betreffende het laatste aanslagjaar voor het jaar van de aanvraag tot toekenning van een budget inzake persoonlijke bijstandsverlening.

**Art. 22.** De financiële bijdrage van de rechthebbende wordt berekend naar rato van het gedeelte van het jaarlijkse trekkingsrecht dat hij gebruikt.

De coördinatiekosten bedoeld in artikel 18 en de onrechtstreekse kosten bedoeld in artikel 19 worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de financiële bijdrage van de rechthebbende.

**Art. 23.** § 1. Voor de berekening van zijn financiële bijdrage laat de rechthebbende zijn aanvraag vergezeld gaan van een afschrift van het laatste aanslagbiljet van de personenbelasting en, indien hij geen aanslagbiljet ontvangen heeft, van een attest dat het gebrek aan aanslagbiljet bevestigt.

De rechthebbende bezorgt het Agentschap jaarlijks een afschrift van het laatste aanslagbiljet van de personenbelasting en, indien hij geen aanslagbiljet ontvangen heeft, een attest dat het gebrek aan aanslagbiljet bevestigt. Het bedrag van de financiële bijdrage van de rechthebbende wordt aangepast op de verjaardag van de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening.

§ 2. Indien de rechthebbende meerderjarig is, worden de inkomens van zijn eventuele samenwonende, die woonachtig is op zijn adres, in aanmerking genomen.

§ 3. Indien de rechthebbende minderjarig is of onder verlengd minderjarigheidsstatuut staat, gaat het om zijn eigen inkomens, alsook om de inkomens van zijn wettelijke vertegenwoordigers indien ze woonachtig zijn op zijn adres.

§ 4. In afwijking van artikel 20 wordt de rechthebbende wiens maandinkomens lager zijn dan het GGMMI van financiële bijdrage vrijgesteld.

**Art. 24.** De bijdrage van de rechthebbende bedraagt :

1° 1 % van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening voor maandinkomens tussen 1 en 1,33 maal het GGMMI;

2° 2 % van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening voor maandinkomens tussen 1,33 en 1,66 maal het GGMMI;

3° 3 % van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening voor maandinkomens tussen 1,66 en 2 maal het GGMMI;

4° 4 % van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening voor maandinkomens tussen 2 en 2,5 maal het GGMMI;

5° 5 % van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening voor maandinkomens die 2,5 maal hoger zijn dan het GGMMI.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Opschorting van de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening*

**Art 25.** De toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening wordt opgeschort vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de voltijdse opneming in een ziekenhuis, een rusthuis of een rust- en verzorgingstehuis, een functionele heraanpassingscentrum, een residentiële dienst erkend door het Agentschap, een dienst die de toestemming van het Agentschap heeft om te werken. Hetzelfde geldt voor soortgelijke diensten gevestigd op het grondgebied van een andere Gemeenschap of van een ander Gewest of in het buitenland.

De rechthebbende op een budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening bezorgt het Agentschap een document ter bevestiging van zijn opneming in een ziekenhuis, een rusthuis of een rust- en verzorgingstehuis, een functionele heraanpassingscentrum, een residentiële dienst erkend door het Agentschap, een dienst die de toestemming van het Agentschap heeft om te werken. Hij maakt dat document over voor het einde van de eerste maand verblijf in één van die diensten. De niet-inachtneming van die bepaling heeft de stopzetting van de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening tot gevolg.

Meer dan zes maanden ononderbroken opneming in een instelling of een dienst bedoeld in de vorige paragraaf heeft de opschorting van de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening tot gevolg, tenzij binnen de maand een vertrekattest overgelegd wordt.

#### HOOFDSTUK IX. — *Stopzetting van de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening*

**Art. 26.** De rechthebbende kan het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening per post opzeggen, mits opzegging van drie maanden. Binnen dezelfde termijn kan het Agentschap ook een eind maken aan de toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening indien de algemene tegemoetkomingsvoorwaarden bedoeld in artikel 16, § 1, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen of de specifieke tegemoetkomingsvoorwaarden bedoeld in hoofdstuk II en III niet meer vervuld zijn.

#### HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 27.** Wat betreft het jaar van inwerkingtreding van dit besluit worden de aanvragen tot toekenning van het budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening d.m.v. het gepaste formulier aan de gewestelijke bureaus van het Agentschap gericht uiterlijk de laatste dag van de derde maand na de bekendmaking van dit besluit.

Alle aanvragen worden door het Agentschap onderzocht en de budgetten inzake persoonlijke bijstandsvlerening worden, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, toegekend op basis van de prioriteiten waarin het Agentschap ter uitvoering van artikel 9 voorziet.

Voor zover de beschikbare kredieten het toelaten, worden de aanvragen die na de toegestane termijn en voor het einde van het jaar van inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden in aanmerking genomen en onderzocht.

**Art. 28.** Artikel 5, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen wordt aangevuld als volgt : "f) een budget inzake persoonlijke bijstandsvlerening".

**Art. 29.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 30.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 mei 1999.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE